

Entretien avec Mr Jacques Diouf

Ancien Directeur Général de la FAO, Conseiller spécial du Président Macky Sall

Jacques Diouf est né le 1^{er} Août 1938 à Saint Louis du Sénégal ; il est marié et père de plusieurs bouts de bois de Dieu il a été élu pour la première fois Directeur Général de la FAO le 08 Novembre 1993 puis confirmé (3) trois autres fois à cette charge ; il est diplômé en Sciences de l'Agriculture et de l'Agriculture Tropicale . Il est également Docteur en Philosophie des Sciences Sociales dans le domaine Agricole de l'Université de Paris Sorbonne. Il est engagé sur le front du développement agricole après avoir recouvert plusieurs fonctions au niveau national comme au niveau international ; et à ce titre il a exercé dans plusieurs pays et organismes sous régionaux et internationaux ; du Conseil Africain de l'Arachide au Nigéria, à l'Association du Développement du Riz au Libéria, en passant au Centre de Recherches et de Développement Internationale au Canada, puis à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest pour ne citer que ceux là Dr Jacques Diouf a toujours mis toute son expérience à profit au service de la politique , de la Diplomatie et du Développement de son pays le Sénégal (PDD) . Un tryptique qui lui est très cher pour lequel il s'est tant donné. De son cursus politique on retient qu'il fut Député puis Secrétaire d'Etat pour la Science et la Technologie. Dans la Diplomatie il fut également Président du Comité de Relation avec l'étranger puis Ambassadeur de la Mission Permanente de la République du Sénégal auprès des Nations Unies ; Pour avoir passer dix huit années à la tête de la prestigieuse Organisation Onusienne qui est a FAO en charge de lutter contre la Faim dans le monde il confirme sa compétence doublée d'efficacité et de loyauté dans le Développement. Son mandat à la tête de la FAO vient de s'expirer au soir d'un 31 Décembre 2011. C'est ce féru de la légalité doublé du sens du devoir qui s'est livré à bâtons rompus avec la Rédaction du Journal Agropasteur sur les temps forts qui ont marqué ses mandats et passer en revue la situation de la faim dans le monde, la sécurité alimentaire, les politiques agricoles et la problématique foncière.

«Il faut investir en Afrique dans l'irrigation, dans les routes rurales et dans les moyens de stockage pour la sécurité alimentaire»

Babacar SENE

Agropasteur : Qu'est ce qu'on peut retenir de vos mandats passés à la tête de la FAO ; peut on partager les sentiments qui vous animent en quittant cette prestigieuse Organisation dans laquelle vous avez consacré le maximum de temps ?

Jacques Diouf : Vous savez dans la vie ,rien ne se présente d'une manière dichotomique ; il y a certains aspects dont je suis satisfait ; tout d'abord le fait qu'on m'a confié au début une Organisation de cent neuf (109) pays membres que j'ai porté aujourd'hui à cent quatre vingt treize (193) pays membres ; l'institution a été élargie pour lui donner un caractère universel des Nations Unies et porter au plus haut niveau de l'agenda international la question de la Sécurité Alimentaire ;

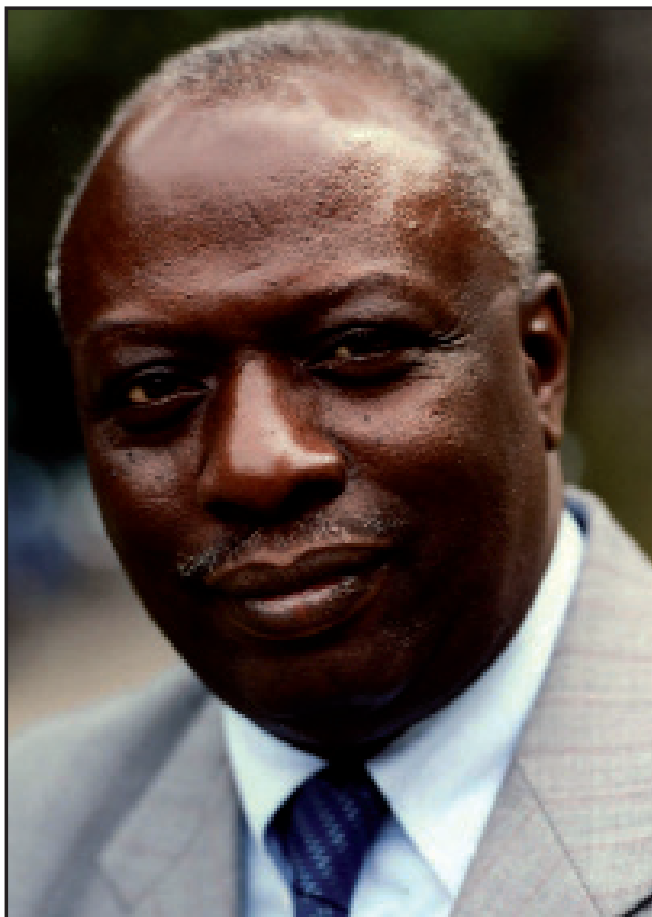
Le Sommet de 1996 avait déjà permis d'avoir pour la première fois une Réunion des Chefs d'Etats et de Gouvernements pour parler d'un problème fondamental «Comment Nourrir le Monde » ; il ya eu aussi des succès dans beaucoup de pays notamment africains récemment qui ont pu atteindre la sécurité alimentaire ;

D'un autre côté, il ya eu un goût amer lorsqu'on sait qu'en cinq (5) ans on aurait pu régler le problème de Sécurité Alimentaire du monde et éviter qu'il y ait des personnes qui ont faim ; mais nous avons hélas eu des actions qui ne relevaient pas de notre compétence qui ont empêché

d'atteindre cet objectif notamment l'investissement dans l'Agriculture qui n'a pas été adéquat ; la part de l'agriculture dans l'aide au développement est passée de 19% si on prend l'agriculture « lato sensu » avec les cultures, les productions animales, la pêche, les forêts ; donc cette part est passée de 19% en 1980 à seulement 3% en 2006 et aujourd'hui nous sommes aux alentours de 5% .

Si nous prenons les budgets nationaux des pays qui ont faim, on se rend compte qu'on est aux alentours de 5% au lieu de 10% ; et l'investissement privé aussi n'est pas suffisant ; or c'est avec l'investissement qu'on accroît la production , la productivité et que l'on peut faire face à la demande alimentaire d'autant qu'elle est entrain d'augmenter avec la croissance de la population mondiale ; nous sommes sept (7) milliards et nous serons neuf milliards cent (9,100) à l'horizon 2050 ; pour nourrir ce monde il faudrait augmenter de 70% la Production Alimentaire Mondiale et dans les pays en voie de développement ; cette croissance devrait atteindre 100% ; donc d'un côté oui, on a réalisé des choses.

On a aussi amélioré l'Organisation ; son budget pour le dernier binôme 2010-2011 est en termes de contribution obligatoire de 500 Milliards de francs Cfa et en termes de contribution volontaire de 700 Milliards de francs Cfa ; donc ce sont des ressources qui vont permettre à l'Organisation de continuer ses activités.



Agropasteur : Nourrissez-vous des regrets pour n'avoir pas abouti à l'éradication totale de la Faim dans le monde ?

JD : Pas du tout, parce qu'on ne m'avait pas demandé d'éradiquer la faim dans le monde ; c'est loin d'être le rôle de la FAO. La FAO fait partie d'un système où chacun doit jouer son rôle ; c'est la Banque Mondiale, ce sont les Banques Régionales de Développement, ce sont aussi les aides bilatérales qui doivent financer les actions nécessaires pour éradiquer la faim dans le monde. Nous avons un rôle technique ; un rôle d'étude, d'analyse, de fournitures de données statistiques sur les différentes activités sectorielles. Notre rôle est d'aider les pays à préparer des plans, des programmes, des politiques ; c'est ce que nous avons fait notamment en Afrique avec la préparation du Programme Détaillé de Développement Agricole (PDDA) du NEPAD. C'est ce qui a été réalisé au niveau national avec les Programmes Nationaux d'Investissement Agricole et les profils de projets bancables pour cinquante et un (51) pays ; notre rôle est aussi de mener des actions pour donner des réponses techniques ponctuelles face à un certain nombre de problèmes sectoriels qui se posent au niveau des cultures, des productions animales, de la pêche et des forêts ; et naturellement nous luttons contre les maladies zoonotiques des animaux, des plantes ; et comme vous le savez nous avons réussi à déclarer cette année « le monde libéré de la Peste Bovine » ; c'est la première fois dans l'histoire de l'humanité que nous atteignons ces résultats pour les maladies animales ; il y avait naturellement les mêmes résultats atteints pour la lutte contre les maladies humaines ; donc oui ! Nous avons fait ce travail là qui était le nôtre où chacun avait son rôle à jouer en particulier la question du Développement Economique et Social d'un pays qui incombe aux leaders et au peuple de ce pays.

Le monde produit des richesses comme il ne la jamais réussi et pourtant le nombre de personnes qui ont faim dans le monde augmente de plus en plus et a atteint aujourd'hui un niveau insupportable, comment pouvez vous l'expliquer ?

Ah oui ! Parce que c'est une question de choix, de priorités ; avec les ressources disponibles est ce qu'on les met là où elles peuvent servir les plus pauvres, les plus démunis ? est ce qu'on aide ceux qui ont le plus besoin de ces ressources ? et c'est des questions fondamentales. Vous avez bien vu lors de la crise financière économique mondiale, on a facilement trouvé des milliers de milliards de dollars pour pouvoir faire face à la crise et plus exactement à la crise des dettes des banques et des grandes compagnies notamment celles des producteurs de véhicules et des multinationales ; mais lorsqu'il s'est agi par exemple de respecter l'engagement de l'Aquila, de fournir 20 milliards de dollars sur trois ans, 2009/2010 et 2011 des chiffres d'ailleurs portés à 22 milliards au Sommet



du G20 à Pittsburg après l'engagement du G8 sur la période nous n'avons mobilisé eh! bien à peu près qu'un (1) Milliard au niveau du Fonds Multilatéral qui a été mis en place à cet effet à la Banque Mondiale. Voilà s'il ya pas cette volonté de donner des ressources à 70% des pauvres dans le monde qui sont en milieu rural, s'il ya pas l'engagement pour leur permettre de cesser de recevoir de l'aide et de pouvoir être à même de régler leur propre problème qui est celui d'être capable de produire. Voyez-vous ce que cela fait.

Concrètement que font les pays du tiers monde qui ont l'essentiel de leur population en milieu rural ?

Ca dépend encore des pays ; si on prend par exemple la Chine qui a plus d'1 milliard de personnes qui a à peu près 20% de la population mondiale, et seulement 7% des terres arables du monde, elle est en mesure de nourrir sa population. Si on prend le Vietnam qui est sorti d'une terrible guerre, ou d'une série de guerres terribles, il est aujourd'hui un des grands pays exportateurs de riz ; il intervient même au niveau des produits tropicaux comme le café, le cacao etc. D'un autre côté il ya aussi des pays comme le Ghana comme le Malawi qui ont des espaces très courts mais qui ont réussi la relance de leur production agricole.

Quel est l'avenir alimentaire du monde avec l'accroissement démographique incessant ?

Je ne pense pas qu'il y ait un problème à ce niveau ; si on regarde certains pays développés, 2 à 4% de la population suffisent pour pouvoir produire et satisfaire la demande nationale et exporter. Si on regarde les pays déficitaires 70 à 80% de la

population se consacrent à l'agriculture et ces populations ne sont pas en mesure de satisfaire la demande nationale ; donc c'est une question de productivité, d'efficacité et c'est des questions qui relèvent essentiellement de la capacité d'investir pour mettre en place des infrastructures rurales notamment la maîtrise de l'eau et autres. Mais le cas de l'Afrique est édifiant ; il n'ya que 70% des terres arables qui sont irriguées sur le continent africain ; en Afrique au Sud du Sahara c'est seulement 4% ; alors que l'Asie irrigue 30% de ses superficies cultivables ; cela veut dire que pour l'Afrique au Sud du Sahara 96% des terres, la production dépend des facteurs sur lesquels on a aucun contrôle : c'est la pluie. Alors qu'en Asie déjà avec 30% des terres irriguées et le fait que les cultures irriguées aient un rendement 3 fois plus élevé que les cultures pluviales ; mais avec 30% l'Asie est en mesure de nourrir une large population même s'il faut dire que le nombre le plus important de personnes qui ont faim dans le monde aujourd'hui est en Asie ; mais la proportion de la population affamée la plupart dans le monde c'est en Afrique. Mais il faut investir en Afrique dans l'irrigation, dans les routes rurales et dans les moyens de stockage ; on perd parfois jusqu'à 40% de ce qui est produit faute de moyens de stockage adéquat en réalité.

Au Sénégal la problématique foncière occupe l'actualité quelle lecture en faites vous ?

Il ya deux choses à considérer ; qu'est ce qu'on consacre comme terre à la culture ? Aux productions végétales, animales etc. ; et à l'intérieur de ces terres, qu'est ce qui est maîtrisé ? Ou bien qu'est ce qui est laissé aux aléas climatiques ?

il y a maintenant un autre problème dont

j'ai été d'ailleurs le premier à soulever dans un article publié dans le journal « le monde » ; c'est le problème des achats de terres dans des conditions qui ne sont pas à l'avantage et des pays et des populations du monde en développement j'ai dit que dans certains cas on aboutissait à un Pacte Néocolonial Agricole (PNA) ; cela ne veut pas dire qu'il ne faille pas investir dans l'agriculture, cela ne veut pas dire non plus que nous n'avons pas besoin d'Investissements Privés Agricoles ; nous en avons besoin pour augmenter la production mondiale agricole de 70% à l'horizon 2050 ; mais il faut le faire dans des conditions qui préservent les intérêts à court moyen et long terme, et des pays au niveau de leur gouvernement mais et des populations notamment des populations locales. Et nous, nous avons toujours recommandé que les terres soient apportées en capital au titre de la contribution des pays à des projets et que les étrangers apportent le financement pour permettre naturellement d'apporter les équipements qui utilisent leur capacité de gestion ; mais qu'on aliène pas ces terres dans un processus d'Association Productive et d'Exportation

Jusqu'ou peuvent mener ces aliénations des terres selon vous ?

Mais on a vu ce qui s'est passé à Madagascar ; après les révoltes et la chute du gouvernement, les décisions ont été d'annuler complètement tous les contrats qui ont été signés notamment avec des Compagnies Sud-Coréennes qui avaient acheté la plupart des terres du pays. Mais dans la vie, pour une fois, il ne faut pas passer d'un extrême à un autre ; et il ne s'agit pas non plus de dire qu'on ne veut pas de l'investissement privé dans l'agri-



culture ; c'est nécessaire et indispensable pour accroître la production ; mais il faut le faire dans des conditions qui préservent les intérêts des pays qui détiennent ces terres ; et à ce niveau , il ya un aspect émotionnel car les terres c'est là où on enterre nos morts ; c'est ce qui a été conquis de haute lutte par nos ancêtres pour l'indépendance surtout il ya pas un état souverain sans terres ; donc c'est un des fondements de la société.

Comment donc trouver l'équilibre c'est-à-dire le juste milieu entre les populations qui détiennent des terres et les gouvernements qui ont besoin de ces terres pour des programmes, des projets de développement ?

Tout à fait c'est ce qu'il faut faire trouver le juste milieu ; des projets de développement en association avec les communautés et dans le cadre de partenariat avec ceux qui ont des ressources financières pour que chacun apporte ce qu'il a mais qui le garde dans le cadre d'une société, d'une institution ,c'est ce qu'il faut ; cela permet de pouvoir utiliser tout cela dans un processus productif rentable naturellement en vue de l'exportation. Je ne vois pas pour moi qu'avec mes terres, que

quelqu'un venant de l'extérieur je lui vends mes terres ; ce que je lui dirai c'est que j'apporte mes terres en contribution au capital, vous apportez votre argent et nous travaillons ensemble ; donc je continue de garder cette propriété et vous apportez quelque chose et ensemble nous gagnons et nous partageons les bénéfices.

Vous êtes sénégalais est ce que votre pays le Sénégal a bénéficié de votre passage à la FAO ?

Je pense que d'abord c'est au niveau des projets réalisés ; nous avons qu'à même financé au cours de ces trois mandats pour 69 milliards de dollars pour des projets réalisés en accord avec les différents gouvernements du Sénégal ; et c'était des fonds naturellement non remboursables et nous avons apporté des conseils ; nous avons aidé aussi des programmes de lutte contre les maladies transfrontalières des animaux et des plantes comme les déprédateurs comme le criquet pèlerin ; nous avons apporté notre soutien dans les programmes d'urgence quand il y avait des sécheresses etc. ; nous avons remis un document aux autorités sénégalaises sur le bilan de cette action pendant les 18 années où il ya eu différents gouvernements sénégalais.

Et pourtant à entendre les autorités sénégalaises on a l'impression que la FAO n'a rien fait pour le Sénégal et le président Abdoulaye Wade est même allé jusqu'à demander la suppression de la FAO lors du Dakar Agricole, et comment vous l'avez vécu ?

Mais comme je l'avais dit à l'occasion, chaque Chef d'Etat de l'Organisation a le droit d'avoir ses opinions à un moment ou à un autre ; en tout cas lorsque j'ai fait ma dernière visite au Sénégal, j'ai présenté aux autorités dans le cadre d'une réunion interministérielle présidée par le Chef du Gouvernement le document sur toutes les actions que nous avons menées depuis le 1er Janvier 1994 et notamment aussi la participation des cadres sénégalais aux différentes fonctions de l'Organisation. Le Président Abdoulaye Wade a dit et soutenu que ce n'était pas une attaque personnelle ; moi je le prends au mot que c'était des opinions sur l'Organisation dans le cadre d'une révision du fonctionnement du système des Nations Unies. Ce qu'il faut savoir c'est que la FAO n'est pas une institution africaine, c'est une organisation du monde entier, une organisation des Nations Unies ; je vous ai dit que si l'Afrique a un pourcentage, le nombre le

plus important de personnes qui ont faim dans le monde en terme réel et absolu le nombre le plus important se trouve en Asie ; l'Asie aurait pu dire pourquoi pas chez moi, parce que c'est là où il ya le plus grand nombre de personnes qui ont faim ; mais en tout état de cause ce qui est important c'est que la décision d'implanter le siège d'une institution des Nations Unies incombe aux états membres ; ce sont les états membres qui au début avaient décidé que le siège serait provisoirement à Washington et qui après ont voté pour que le siège de la FAO soit transféré à Rome ; voilà les faits tels qu'ils sont passés ; Maintenant un pays membre a le droit de souhaiter que le siège soit déplacé ; dans ce cas il lui suffit de porter la proposition au niveau de la Conférence pour adoption ;

Peut-on savoir la part contributive du Sénégal du Budget de la FAO ?

JD : Je vous dis que le Sénégal participe à hauteur de 0,01% du budget de la FAO mais ce n'est pas cela ce qui est important ; et c'est normal d'ailleurs si vous pensez que c'est dérisoire ; c'est un pays du tiers monde et le système des Nations Unies fonctionne comme ça ; en dehors de la FAO on a à peu près des proportions similaires puisque les taux de contribution sont basés sur les taux approuvés à l'Assemblée Générale des Nations Unies . Donc je ne crois pas que le Président Wade faille porter ces idées ,qu'il faille lier les idées et les opinions que les uns et les autres veulent avoir pour des raisons spécifiques à la contribution financière parce que ce serait dangereux d'adopter cette démarche ; cela voudrait dire que les pays qui contribuent doivent décider ; c'est loin d'être le cas à la FAO. Nous veillons toujours à ce que les décisions soient des décisions démocratiques consensuelles ; le système des Nations Unies est un système démocratique ; par exemple aux Etats Unis Bill Gates n'a pas plus de voix que l'ouvrier dans son usine lorsqu'il s'agit de voter ; et aux Nations- Unies c'est la même chose, un pays peut être très riche mais il a une seule voix lorsqu'il s'agit de prendre des décisions.

Comment appréciez vous la politique agricole du Sénégal ?

Je pense qu'il y a de bonnes choses qui ont été faites au Sénégal. Je parle de la dernière période notamment en terme de ressources mises à la disposition du milieu rural notamment pour avoir des engrais moins chers pour avoir également des semences et d'autres ; des initiatives spécifique sectorielles ont été prises ; cependant ,je pense l'agriculture est un système et en plus un système complexe essentiellement de nature biologique ; c'est là où réside tout le problème ; c'est des plantes, des animaux, des arbres qui vivent ; et c'est aussi un système qui est soumis à des facteurs climatiques ; la pluviométrie, les températures, le climat, la chaleur, le froid ,les vents l'ensoleillement ; c'est somme toute une activité qui dépend des conditions édaphiques c'est-à-dire des conditions des sols ; donc tout cela nécessite une prise en compte à la fois spatiale, sectorielle et environnemen-

tales des différents facteurs lorsqu'on détermine les politiques, les plans, les programmes, les projets pour mieux assurer une cohérence non seulement au niveau du processus productif dans l'Exploitation Agricole mais aussi au niveau de la commercialisation au niveau de l'exportation, au niveau de la qualité des aliments où il ya des normes du codex alimentarius ; il ya aussi des normes au niveau de l'Organisation Mondiale du Commerce, les normes SPS ; il ya tout un ensemble de facteurs qui doivent être non seulement pris en compte mais aussi qui doivent être intégrés de manière à donner des résultats qui sont importants. Mon impression c'est qu'on a mené des activités ponctuelles avec de bonnes intentions mais il n'y a pas eu d'intégration nécessaire, de cohérence nécessaire du système pour pouvoir tirer le meilleur parti des investissements importants qui ont été faits. Au Sénégal il ya pas eu que la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA) ou bien le Plan Reva ; il ya eu plus que cela comme les opérations Mais, les engrais, les semences, le matériel et équipement agricole, la facilité accordée à la création de sociétés, à la constitution d'associations etc. ; et lorsqu'on prend ces actions individuellement elles sont très bonnes et personne ne les conteste ou les mettre en cause ; mais une Politique Agricole doit s'appuyer sur des plans, des programmes, des projets qui intègrent un cadre de cohérence qui donne des résultats sans compter toute la question du financement de l'agriculture aussi bien de la production que de la commercialisation et des exportations ; le secteur agricole est un secteur vraiment difficile et très complexe ; vous ne pouvez pas imaginer en milieu de campagne arrêter la production

alors qu'on peut le faire pour les travaux d'une route et revenir six mois après ; vous pouvez commencer une implantation d'usine et s'arrêter un moment et revenir pour l'achever ; et ça on ne peut pas le faire dans l'agriculture ; c'est une activité biologique ; en plus c'est une activité qui fait vivre ou nourrir les plus pauvres sur la planète

Quelle appréciation faites vous de la diversification agricole optée par le Sénégal dans la mise en œuvre de sa politique Agricole ?

En réalité l'agriculture au Sénégal est diversifiée ; je dois dire d'ailleurs pour des raisons négatives que c'est la production arachidière qui a baissé et non les autres productions qui ont augmenté pour avoir une part plus importante dans le processus productif. Ce qui est important dans l'agriculture c'est la diversification ; justement parce qu'il s'agit d'une activité biologique liée non seulement aux facteurs climatiques mais parce qu'il s'agit d'une activité qui au niveau mondial se situe dans le cadre de ce qu'on appelle la Spéculation sur les Marchés à Terme (Chicago et autres) etc. Donc les prix fluctuent et il ya cette volatilité des prix qui fait que d'une année à une autre les prix changent ; une production peut avoir des pics élevés et une autre année avoir une faible production ; donc il faut d'une part avoir une base diversifiée de productions agricoles et il faut d'autre part avoir des mécanismes qui permettent de faire des ajustements des péréquations des mécanismes de stabilisation et autres qui garantissent aux producteurs un revenu quelque soient les aléas du marché ou des conditions

climatiques.

Comment appréciez vous le système des bons comme mode de paiement lors de la campagne de commercialisation arachidière remis par les Opérateurs aux paysans qui se retrouvent impayés ?

JD : Le système des bons en lui même n'est pas mauvais ; par exemple le Malawi la appliqué avec un grand succès ; la question est de savoir dans quelle condition on les émet, et quelle garantie on prend pour la rémunération des personnes qui les présentent ; donc ce n'est pas le bon en lui-même, mais c'est le système dans lequel se situe ce bon qui est bon ou mauvais ;

On prête au Sénégal son autosuffisance alimentaire ; des horizons ont été donné pour certaines spéculations notamment le riz ; vous qui êtes Ingénieur Agronome pensez vous que le Sénégal peut atteindre l'autosuffisance alimentaire ?

J'ai déjà répondu à cette question ; j'ai dit en y répondant qu'il suffit d'aller demander au Ministre de l'Agriculture et au Ministre du Commerce ; ou d'aller au Port de Dakar pour savoir si le Sénégal importe des produits alimentaires ou non ; un pays autosuffisant n'a pas besoin d'importer des produits alimentaires ; je n'ai pas les termes exacts que le Président Wade a utilisé dans sa déclaration, mais ce que je peux dire c'est sur la base des faits objectifs que le Sénégal importe des produits alimentaires donc il n'est pas autosuffisant ; la production locale doit suivre. Mais d'abord je ne suis pas sûr que ce soit de bonne po-

litique de vouloir être autosuffisant, vouloir produire tout ce dont on a besoin dans des conditions de climat, de sols et autres qui ne permettent pas d'avoir un avantage comparatif bon ! C'est mon avis ; pour moi, je ne trouve pas que c'est la meilleure manière d'approcher le problème ; mais produire ce que l'on peut faire avec des avantages réels sur le marché international et exporter et dans d'autres domaines où on est pas en meilleure posture pour produire en ce moment là, on importe ; mais c'est dans le cadre d'un équilibre qui permet enfin de compte d'avoir une balance commerciale agricole positive ; c'est cela à mon avis et l'approche ; mais il y a des cultures qui sont spécifiquement des pays froids nécessitant la neige et les températures basses etc. et qu'on veut les produire parce que les sénégalais les consomment ici ; moi je pense pas que c'est la bonne approche ; mais produire le plus possible ce que l'on consomme en fonction de ces contraintes naturelles, climatiques etc. et pouvoir exporter ces quantités ailleurs et ce qu'on peut pas produire de manière concurrentielle l'importer, je crois que c'est ce qu'on appelle une Approche de Sécurité Alimentaire et pas d'Autosuffisance Alimentaire.

Vous avez quitté la FAO, quelle orientation allez vous donner à vos activités maintenant ?

Mon souhait serait si Dieu me prête vie et me garde en bonne santé et encore longtemps « inchalah » de mener des actions à trois niveaux(3) d'abord au niveau de la sous région du Mali, de la Mauritanie et du Sénégal, ensuite au niveau Africain et au niveau mondial. Au niveau de la sous-région je voudrai continuer l'action de mon grand père qui a mené des actions religieuses et sociales ; je lui ai d'ailleurs consacré un livre ; c'est mon grand -père maternel El hadji Ameth Gora Diop ; un homme de religion et d'action ; un érudit véritable homme de dieu pour lequel je voudrais consacrer une Fondation pour faire ce travail avec naturellement les membres de ma famille et d'autres amis. La deuxième chose que je voudrais faire au niveau Africain c'est la création d'un Groupe de Réflexion qui permet de générer de manière autonome à travers notre réflexion propre des réponses aux différentes problématiques du continent dans un monde globalisé avec les crises et en même temps avec les perspectives et les possibilités d'avenir. Et troisièmement au niveau Mondial je souhaiterai mettre en place une structure qui me permettrait d'utiliser à la fois mes connaissances mon expérience et mon réseau de relation personnelle pour contribuer et pour servir dans la lutte pour les grandes causes notamment la Démocratie, la Liberté, la Jeunesse, la Promotion etc. Voilà l'orientation vers laquelle je crois pouvoir continuer à aider mon pays mon cher Sénégal. Je suis un bon musulman pratiquant et qui considère que l'avenir appartient à Dieu ; mais il nous appartient nous hommes de faire ce qu'il faut pour que tout se passe dans les meilleures conditions pour notre peuple pour son unité, sa paix, et sa prospérité. ■

